

ALTERNATIVE FÉDÉRALE

L'année 2015 a été marquée par un délitement de la démocratie à grand coup de déclarations martiales d'un pouvoir en déroute qui, faute de répondre aux aspirations de ses concitoyens, s'est perdu dans l'exploitation ad nauseum de l'effroi suscité par les attentats de janvier et novembre. Depuis, une course de vitesse s'est engagée entre les tenants du tout autoritaire qui applaudissent l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, et les forces progressistes et démocratiques aujourd'hui bien peu audibles.

Il n'y a d'ailleurs pas qu'à l'extrême de la droite que le gouvernement actuel puise abondamment ses idées.

Loin de répondre à l'urgence sociale qui nourrit ces régressions, le gouvernement détruit méthodiquement les droits des salariés et multiplie les déclarations d'amour au patronat. La condamnation des « ex-Goodyear » ou la loi El-Khomri en sont une illustration.

En matière d'éducation, il poursuit l'entreprise de démolition initiée par la Droite : précarité des emplois, classes toujours surchargées, réforme des statuts qui accroît les tâches et dénature les métiers, renforcement de l'emprise hiérarchique, blocage des salaires depuis 6 ans maintenant,...

Pour les élèves, cela passe par la réduction des horaires disciplinaires, un renoncement à l'objectif d'élévation du niveau de qualification, un recentrage sur les compétences au détriment des disciplines et au profit d'un socle pas si commun que ça vers le travail peu qualifié et surtout le chômage.



La réforme du collège s'écrit à rebours du nécessaire inventaire de l'école actuelle qui reproduit les inégalités sociales et peine à faire réussir tous les élèves. La grande idée de ce gouvernement consiste à sanctifier « l'autonomie » des collèges, comme le précédent l'avait fait avec les lycées.

Ainsi donc chaque chef d'établissement décidera sur quelles disciplines rogner pour financer l'accompagnement personnalisé qui se déroulera souvent en classe entière, et les EPI, dont la pertinence pédagogique peine à émerger. Cette mise en concurrence des établissements, autre avatar du dogme néo-libéral de l'offre et de la demande, s'accompagne de menaces bien réelles sur les enseignements les plus fragiles comme le latin, l'allemand, le créole ou les sections européennes.

Loin d'être dispositifs réservés à une élite scolaire, ce sont au contraire des outils d'élévation culturelle et de réussite scolaire malheureusement sacrifiés sur l'autel des compressions budgétaires.

Cette entreprise de démolition s'accompagne d'une concurrence mortifère entre équipes pédagogiques avec en prime la multiplication de hiérarchies intermédiaires déjà amorcée dans la réforme des statuts (coordonnateurs de niveau, référents en tous genres) pour « piloter » tout cela.

Celle-ci est largement inspirée de la réforme du lycée dont le refus de réaliser le moindre bilan est éclairant quant à sa nocivité.

Elle doit donc être fermement combattue.

Le SNES-FSU, 1er syndicat du 2nd degré, a à cet égard une responsabilité majeure. La séquence de mobilisations de 2015-2016 doit se poursuivre et s'amplifier. La suite ne pourra pas reposer sur le seul refus des DGH dans les CA où nos militants sont présents.

La trop grande domination des listes dites « d'Union », attelages hétéroclites souvent inspirés par les chefs d'établissements eux-mêmes, en constitue un frein. Nous devons donc à la fois réaffirmer notre identité syndicale mais aussi restaurer l'action collective pour ne pas laisser nos collègues isolés face à ce rouleau compresseur.

Pour y parvenir, nous devons travailler dans un syndicat unifié en lien permanent avec sa fédération, la FSU. Des jalons sont déjà en place au SNES-FSU Réunion. Il nous faudra tous ensemble contribuer à les renforcer.

Le SNES-FSU ne peut se payer le luxe de partir à la bataille en ordre dispersé. Tous les militants, toutes les bonnes volontés, toutes les tendances doivent aujourd'hui se fédérer pour faire face à cet enjeu.

Le temps presse !

C'est pourquoi les militants de notre tendance « Alternative Fédérale », majoritaire à la FSU Réunion, appellent les syndiqués qui le souhaitent à se rassembler sur notre liste afin de participer activement à la construction d'un outil syndical fort, sans esprit partisan ni querelle de chapelle.